



Les syndicats CGT – FO – Sud-Solidaires appellent les salariés de la CEIDF à se mettre en grève à partir de 13h00 et à participer à la manifestation le 28 avril 2016 pour exiger le retrait de la Loi Travail

Communiqué commun

CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL et FIDL

Pour une mobilisation encore plus forte

Après la réussite de la mobilisation du samedi 9 avril et parce que le retrait du projet de loi El Khomri reste l'objectif de l'ensemble de nos organisations, l'intersyndicale régionale réunie ce jour, appelle à la poursuite et à la réussite des mobilisations unitaires portant cette revendication.

En effet, même s'il a déjà été contraint de reculer sur les mesures les plus provocatrices, même s'il est obligé, sous la pression de la rue, de recevoir et d'écouter les organisations de jeunesse, le gouvernement persiste dans sa volonté d'imposer un projet de loi inversant la hiérarchie des normes, remettant en cause de fait plus d'un siècle d'acquis sociaux et l'existence du code du travail, des conventions collectives et les statuts des Fonctions Publiques. Un projet ouvrant la voie à autant de « droit du travail » qu'il existe d'entreprises ! Un projet permettant d'imposer « le travailler plus pour gagner moins » tout en étant menacé d'être viré plus facilement.

C'est pourquoi, toujours déterminées et conscientes de leurs responsabilités, nos organisations syndicales appellent à mettre tout en oeuvre pour que la mobilisation soit massive, tant par la grève que par les centaines de milliers de manifestants, dans toutes les mobilisations unitaires qui ont été annoncées par nos organisations le **28 avril 2016 à 14h de la Place Denfert-Rochereau à Nation**.

Elles appellent aussi à faire du **1er mai 2016**, une nouvelle journée de dénonciation de cette loi et appellent l'ensemble des salariés et des citoyens à se joindre à la manifestation qui partira à 15h de Bastille à Nation.

D'ici là, elles appellent à multiplier les initiatives dès maintenant, les discussions au quotidien avec les salariés pour construire les suites et se faire entendre dès le début du débat parlementaire.

Paris, le 11 avril 2016